opposition ou réclamation à faire à la dite reconnaissance civile, seront tenues de les enfler et déposer avant l'expiration des dits trente jours entre les mains du greffier des dits commissaires. Et si dans le dit délai d'un mois, aucune opposition n'est faite à la reconnaissance civile du dit décret canonique, et enfilée et déposée comme susdit entre les mains du dit greffier, ou si cette opposition est faite et filée, et rejetée par les dits commissaires, le dit décret canonique sera confirmé suivant la forme et teneur, et les dits commissaires feront leur rapport au gouverneur de cette province pour le tems d'alors, conformément au dit décret canonique.

V. Et qu'il soit statué, que lorsque des oppositions ou réclamations à la reconnaissance civile des dits décrets d'érection canonique de paroisses, seront faites et déposées entre les mains du secrétaire des dits commissaires dans le délai susdit et en la manière susdite, les dits commissaires entendront, jugeront et détermineront les dites oppositions ou réclamations, soit sur la preuve des allégués d'icelles qui en sera faite pardevant eux par témoins ou des affidavits qui seront produits au soutien d'iceux (lesquels affidavits pourront être assermentés devant eux ou devant un commissaire de la cour de juridiction supérieure, ou devant un juge de paix, lequel serment ils sont respectivement par les présentes autorisés à administrer), soit au moyen d'une descente sur les lieux par un ou plusieurs d'entre eux dits commissaires, ou par une ou plusieurs personnes par eux déléguées à cette fin, en par l'opposant ou les opposants déposant entre les mains du greffier ou secrétaire des dits commissaires telle somme suffisante pour couvrir les frais de voyage et de séjour; les quels commissaires ou personnes par eux déléguées auront droit d'entendre des témoins à eux produits par les intéressés, et de les assermenter, et devront rédiger par